



CABINET CONSTANT

Société de Commissariat aux Comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Grande Aquitaine

Route de Sarlat – 46300 GOURDON – Tél. : 05 65 27 05 05

contact@cabconstant.fr – www.cabconstant.fr



CABINET CONSTANT

Frédéric ANDRES

EXPERT COMPTABLE

COMMISSAIRE AUX COMPTES

GERANT ASSOCIE

Geoffray BORNE

EXPERT COMPTABLE

COMMISSAIRE AUX COMPTES

GERANT ASSOCIE

ASSOCIATION CRECHE

LES TROIS POMMES

Rue du Cami Ferrat

46 220 PRAYSSAC

CABINETS SECONDAIRES

« Les Embaysses » - Route de Sarlat

46200 SOUILLAC

Tél. : 05 65 27 06 10

contact@cabconstant.fr

Avenue Georges Clémenceau

Route de Cahors

46500 GRAMAT

Tél. : 05 65 10 02 90

contact@cabconstant.fr

376, avenue Joséphine Baker

24200 SARLAT LA CANEDA

Tél. : 05 35 09 00 10

contact@cabconstant.fr

117, avenue Pierre Sémard

19100 BRIVE LA GAILLARDE

Tél. : 05 19 46 00 12

contact@cabconstant.fr

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice du 1^{er} Janvier 2023 au 31 Décembre 2023

CORRESPONDANTS

SOCAGEC

820, rue du Dr Jean Ségala

46000 CAHORS

Tél. : 05 65 35 16 46

contact@socagec.fr

SOCAGEC

10, place Dutours

46220 PRAYSSAC

Tél. : 05 65 22 44 30

contact@socagec.fr

DEFI PERFORMANCE

2, chemin d'Aquitaine

46300 GOURDON

Tél. : 05 65 20 13 98

contact@defi-performance.fr



**COMMISSAIRE
AUX COMPTES**

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION CRECHE LES TROIS POMMES, relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'ASSOCIATION CRECHE LES TROIS POMMES à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du (des) commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} Janvier 2023 à la date d'émission notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société¹ à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés le conseil d'administration.

Responsabilités du (des) commissaire(s) aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement

s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.
En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société² à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Gourdon le 30 Avril 2024

Le Commissaire aux comptes

Pour la SARL CABINET CONSTANT,

M. Geoffray BORNE



4/11

4

ACTIF	Exercice 2023		Exercice 2022	
	Brut	Amortissements dépréciations	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets, logiciels et droits assimilés	469	469	0	0
Immobilisations corporelles				
Terrains			0	0
Constructions			0	0
Installations techniques, matériels et outillages	25 994	24 652	1 342	2 191
Autres immobilisations corporelles	18 424	17 501	923	1 947
Immobilisations financières				
TOTAL I	44 887	42 623	2 265	4 138
ACTIF CIRCULANT				
Stocks			0	0
Créances				
'- Usagers et comptes rattachés	5 370		5 370	4 738
'- Autres créances	89 348		89 348	94 618
Disponibilités	117 308		117 308	115 714
Charges constatées d'avance				0
TOTAL II	212 026	0	212 026	215 070
TOTAL GENERAL	256 913	42 623	214 291	219 208

PASSIF	Exercice 2023	Exercice 2022
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	176 104	192 101
Réserves		
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	-11 033	-15 997
Situation nette (sous-total)	165 071	176 104
Subventions d'investissement	2 207	3 955
Provisions réglementées		
TOTAL I	167 278	180 059
FONDS DEDIES (II)		
PROVISIONS*		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL III	0	0
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 568	8 820
Dettes fiscales et sociales	40 445	30 329
Autres dettes		
Produits constatés d'avance		
TOTAL IV	47 013	39 149
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	214 291	219 208

COMPTE DE RESULTAT		Exercice 2023	Exercice 2022
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Cotisations		1 440	1 380
Ventes de biens et services			
'- Ventes de biens		0	0
'- Participations familiales		57 142	41 588
Produits de tiers financeurs			
'- Prestation de service unique – CAF		221 080	192 045
'- Prestation de service unique – MSA		30 764	25 658
'- Subventions collectivités territoriales		23 352	23 352
'- Subventions CAF et MSA			
'- Aides à l'emploi		6 959	9 725
'- Dons manuels			
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charge		3 560	6 814
Utilisation des fonds dédiés			
Autres produits		2 508	654
TOTAL I		346 805	301 216
CHARGES D'EXPLOITATION			
Achats de marchandises			
Autres achats et charges externes		47 866	39 682
Impôts, taxes et versements assimilés		5 908	5 114
Salaires et traitements		250 414	221 216
Charges sociales		54 848	44 661
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		1 873	1 960
Dotations aux provisions			
Report en fonds dédiés			
Autres charges		34	115
TOTAL II		360 944	312 747
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)		-14 139	-11 531
Produits financiers		2 281	1 031
Charges financières			
RESULTAT FINANCIER (III)		2 281	1 031
RESULTAT COURANT (I-II+III)		-11 858	-10 500
Produits exceptionnels		1 952	5 787
Charges exceptionnelles		1 127	11 283
RESULTAT EXCEPTIONNEL (IV)		825	-5 496
Total des produits		351 038	308 034
Total des charges		362 071	324 031
EXCEDENT OU DEFICIT		-11 033	-15 997
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
'- Dons en nature			
'- Prestations en nature		50 229	45 459
'- Bénévolat			
TOTAL		50 229	45 459
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
'- Secours en nature			
'- Mises à dispositions gratuites de biens		50 229	45 459
'- Prestations en nature			
'- Personnel bénévole			
TOTAL		50 229	45 459

Annexe aux comptes annuels

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels. Ces comptes annuels ont été arrêtés le 22 février 2024 par le conseil d'administration.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Présentation de l'association et évènements significatifs de l'exercice 2023

L'association Crèche Les 3 Pommes a pour objet la gestion d'un établissement d'accueil de jeunes enfants de 23 places, situé à Prayssac. Les familles fréquentant la structure adhèrent à l'association et participent à la gestion de l'établissement et à l'accompagnement de certaines activités et sorties.

L'association emploie une équipe de 12 salariés.

Evènements significatifs de l'exercice

Pas d'évènement ayant un impact significatif sur les comptes en 2023

Evènements postérieurs à la clôture

En application de l'avenant 2022-10 à la convention collective nationale Alisfa, l'association Crèche les Trois Pommes a procédé à une refonte du système de classification et de rémunération applicable au 1er janvier 2024. Cette refonte a pour conséquence une augmentation sensible des charges de personnel pour l'année 2024, les rémunérations brutes à effectif constant augmentant de l'ordre de 11 %.

Cette charge complémentaire devrait être partiellement financée par la mise en place par la CAF d'un bonus spécifique, dont les modalités précises ne sont pas connues à ce jour.

Principes comptables et méthodes de base

Les comptes annuels de l'exercice arrêté au 31 décembre 2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,

- indépendance des exercices.
et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Concessions, logiciels et brevets : 2 à 5 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 à 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans
- * Matériel pédagogique : 3 à 5 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'association à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Aucune obligation rentrant dans ce cadre n'a été identifiée par l'association.

Engagements financiers

Les engagements de l'association en matière de pension et retraite non couverts par provision peuvent être estimés à 36 400 euros au 31 décembre 2023, après prise en compte de la réforme du système de retraite entrée en application au 1^{er} septembre 2023 et des augmentations sensibles de salaires prévues en 2024.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Acquisitions	Cessions	Autres flux	En fin d'exercice
Logiciels	469				469
Immobilisations incorporelles	469	0	0	0	469
Terrains et agencements	25 994				25 994
Installations techniques	3 411				3 411
Matériel de transport					0
Matériel de bureau et informatique	3 230				3 230
Mobilier	11 783				11 783
Matériel éducatif					0
Immobilisations en cours	0				0
Immobilisations corporelles	44 417	0	0	0	44 417
ACTIF IMMOBILISE	44 887	0	0	0	44 887

Amortissement des immobilisations

	Début d'exercice	Augmentation	Diminution	Fin d'exercice
Logiciels	469	0		469
Immobilisations incorporelles	469	0	0	469
Agencements	23 803	849		24 652
Installations techniques	2 000	488		2 488
Matériel de transport				0
Matériel de bureau et d'informatique	2 694	536		3 230
Mobilier	11 783			11 783
Matériel éducatif				0
Immobilisations corporelles	40 280	1 873	0	42 153
ACTIF IMMOBILISE	40 749	1 873	0	42 623

Actif circulant

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 94 718 € et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Échéance < 1 an	Échéance > 1 an
Créances clients	5 370	5 370	
Créances clients douteuses	0		
Produits à recevoir	612	612	
Autres créances	88 736	88 736	
TOTAL	94 718	94 718	0

Dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 47 013 € et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Échéance < 1 an	Échéance > 1 an	Échéance > 5 ans
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 568	6 568		
Dettes fiscales et sociales	40 445	40 445		
Autres dettes				
TOTAL DETTES	47 013	47 013	0	0

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - Factures non parvenues	3 520
Dettes provisionnées pour congés payés	16 813
Charges sociales sur congés à payer	3 737
Participation des employeurs formation continue	4 307
Autres	3 141
TOTAL	28 377

Variation des fonds propres

	Au début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	En fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					0
Réserves					0
Report à nouveau	192 101	-15 997			176 104
Excédent ou déficit de l'exercice	-15 997	15 997		-11 033	-11 033
Situation nette	176 104	0	0	-11 033	165 071
Subventions d'investissement	3 955			-1 748	2 207
Provisions réglementées					0
FONDS PROPRES	180 059	0	0	-12 781	167 278

Contributions volontaires

Les contributions volontaires en nature comprennent :

- la mise à disposition à titre gratuit des locaux de la crèche par la communauté de communes Vallée du Lot et du Vignoble, par convention de mise à disposition renouvelable tacitement. Cette mise à disposition est évaluée sur la base du loyer mensuel maximum communiqué par la CAF annuellement ;
- la fourniture à titre gratuit de l'électricité et le chauffage pour ces locaux par la communauté

de communes Vallée du Lot et du Vignoble, fourniture valorisée sur la base des factures réellement acquittées par la communauté de communes pour le bâtiment ;

- les prestations d'entretien général du bâtiment réalisées par le personnel communautaire ou des prestataires externes, valorisées sur la base des dépenses enregistrées dans le budget de la communauté de communes.

- le bénévolat assuré par les adhérents de l'association pour assumer des tâches de gestion (participation au conseil d'administration, gestion des ressources humaines, comptabilité, ...), d'encadrement des enfants accueillis (animations d'activité, accompagnement de sorties) et d'entretien et fonctionnement général (approvisionnements, ménage, petit entretien du bâtiment et du matériel, ...)

Le bénévolat ne peut être estimé de façon fiable et n'apparaît pas dans les états financiers de l'exercice 2023.

